

SOMMAIRE DES EXPÉRIENCES		
N°	Pays/région de l'ALE	Agriculture
1a	Canada-UE	Aucune libéralisation des échanges de produits agricoles
1b	Canada-UE	Libéralisation complète des échanges de produits agricoles entre le Canada et l'UE
2a	Canada-UE-candidats	Aucune libéralisation des échanges de produits agricoles entre le Canada, l'UE et les candidats; « marché commun agricole » entre l'UE et les candidats
2b	Canada-UE-candidats	Libéralisation complète des échanges de produits agricoles entre le Canada, l'UE et les candidats; « marché commun agricole » entre l'UE et les candidats

Les scénarios diffèrent selon les chocs appliqués. Deux ensembles de variables de politique donnent lieu à un choc dans le cadre de la présente étude. Ce sont les droits tarifaires sur les importations bilatérales, et les taxes à l'exportation et les subventions sur les produits alimentaires. La modélisation d'un accord de libre-échange suppose la réduction à zéro des taux des droits de douane entre les parties à l'ALE, par rapport à leur niveau actuel, et le maintien des taux des droits de douane à leur niveau initial pour les parties qui ne sont pas partenaires de l'ALE. Par ailleurs, la modélisation d'une libéralisation des échanges de produits agricoles est un peu plus complexe. Elle suppose la suppression de tous les droits de douane sur les importations agricoles, de même que des taxes et des subventions sur les exportations de produits alimentaires.

## RÉSULTATS DU MODÈLE IEG POUR LE COMMERCE CANADIEN

Les résultats les plus importants du modèle IEG sont présentés et analysés dans la partie principale de l'étude. Dans ce qui suit, on trouvera une analyse sectorielle détaillée des effets des quatre scénarios sur les échanges commerciaux. Nous débutons par un examen des changements dans la composition géographique du commerce international du Canada dans les secteurs de l'*Agriculture* et des *Aliments transformés*. Le montant total des échanges commerciaux du Canada dans les secteurs des produits agricoles et alimentaires ne change pas sensiblement, même avec une libéralisation du commerce des produits agricoles dans le cadre d'un ALE Canada-UE.

En l'absence d'une libéralisation du commerce des produits agricoles, les changements sont très modestes - et pour la plupart négatifs - dans les échanges commerciaux entre le Canada, l'UE et les pays candidats pour les secteurs de l'*Agriculture* et des *Aliments transformés*. Du côté des exportations, on observe des changements significatifs seulement lorsqu'il y a libéralisation complète des échanges de produits agricoles (scénarios 1b et 2b). Ainsi, dans le cas de l'élargissement de l'UE, les exportations du secteur de l'*Agriculture* vers l'UE augmentent d'environ 35 p. 100, tandis que les exportations d'*Aliments transformés* vers l'UE grimpent de 66 p. 100 (scénario 2b). Il n'est pas étonnant de constater une hausse encore plus marquée des exportations d'*Aliments transformés* vers les pays candidats lorsqu'ils deviennent partenaires d'un ALE avec le Canada. Toutefois, il y a une diminution des exportations du secteur de